



Paris, le 13 avril 2024

Rachat d'Euronews : le SNJ réclame l'ouverture d'une enquête parlementaire

Première organisation de la profession, le Syndicat national des journalistes (SNJ) s'interroge sur le feu vert accordé par le ministère des Finances à Alpac Capital pour le rachat d'Euronews avec l'argent du pouvoir hongrois. Et réclame l'ouverture d'une enquête parlementaire pour faire toute la lumière sur le sujet.

C'est un nouveau coup de poignard dans le dos pour les salariés d'Euronews. Déjà confrontés à un plan social massif, ces derniers viennent d'apprendre par la presse, avec la publication d'une enquête conjointe du journal Le Monde, du journal portugais Expresso et du média hongrois Direkt36, que le gouvernement hongrois était directement à la manœuvre en 2022 lors du rachat de la chaîne d'information européenne, acquise grâce à des fonds apportés par des proches du premier ministre nationaliste Viktor Orbán.

La procédure de cession à un fonds étranger était pourtant soumise à l'autorisation de l'État français. En juin 2022, au terme de six mois de délai, le ministère des Finances avait validé le rachat d'Euronews par Alpac Capital. Le SNJ s'interroge sur l'enquête menée par le ministère sur les origines réelles des fonds, et réclame l'ouverture d'une enquête parlementaire.

Interpellé par les syndicats d'Euronews, dont le SNJ, et avec le soutien de la fédération internationale des journalistes (FIJ), dès l'annonce du plan massif de licenciements et du nouveau plan éditorial, le gouvernement français avait choisi de ne pas réagir officiellement. Ça ne l'a pas empêché quelques mois plus tard de lancer des Etats Généraux de l'information incluant un groupe de travail intitulé "Souveraineté et lutte contre les ingérences étrangères".

A deux mois des élections européennes, les élus de la République française se doivent de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé.

Trop tard pour les 300 journalistes, permanents et pigistes, qui travaillaient à la rédaction de Lyon pour un média d'information de mission de service public et à destination des citoyens européens.

Ne laissons pas l'alliance d'intérêt entre des nationalistes hongrois et des financiers à la recherche de soft power dicter les termes du débat démocratique européen.

Le SNJ remercie les journalistes Jean-Baptiste Chastand, Brice Laemle, Ágnès Gólya, Andreas Petho et Micael Pereira pour leur enquête fouillée, qui permet aux salariés d'Euronews de connaître ce que leur a caché la direction pendant de longs mois, malgré les questions répétées de leurs représentants du personnel.